

régime piémontais. Quant aux populations restées fidèles à l'Eglise et à leurs princes, il y a toujours espoir et foi que le droit l'emportera peut-être plus prochainement qu'on ne pense. Ce n'est pas qu'on attende quelque secours de la part de la France ou d'ailleurs. Non : dans l'état de choses actuel, et vû la tactique générale de l'Empereur jusqu'à ce jour, on semble se borner à désirer que la France n'intervienne le moins possible dans le chaos créé par Victor-Emmanuel aidé si puissamment par la politique et les armes de Napoléon III. Le seul état d'anarchie et de souffrances de tout genre que subit l'Italie piémontisée, une fois généralement senti, comme il ne manquera pas de l'être tôt ou tard, finira par ouvrir les yeux aux dupes, aux admirateurs et aux lâches qui se sont laissés prendre par un pareil système. Et surtout le courage, la piété et l'esprit de dévouement qui se maintient et s'accroît sensiblement parmi les citoyens paisibles et fidèles, font espérer plus que tout autre motif, que l'Italie reverra ses beaux jours et reprendra sa noble place parmi les royaumes chrétiens de l'Europe. A tous les catholiques il appartient de former un tel vœu, puisque l'Italie est le centre de leur foi et le siège où règne pacifiquement le Vicaire de Jésus-Christ.

Mazzini n'a pu échapper à la juste accusation d'avoir participé à l'odieux complot tramé contre la vie de l'Empereur des Français. La question déjà décidée en France par le procès fait aux conjurés, a été de nouveau mise en lumière dans la Chambre des Communes, en Angleterre. Dix voix de majorité y ont décidé que M. Sandsfeld, l'un des membres du Parlement et du ministère anglais, avait été l'agent direct de Mazzini dans cette œuvre infâme. Les journaux, pour l'honneur de l'Angleterre, ont été beaucoup plus unanimes et sévères que le Parlement pour flétrir une pareille intervention de la part d'un député, d'un ministre et d'un gentilhomme anglais.

Garibaldi, pour rétablir sans doute l'honneur anglais touchant les machinations de tout genre employées par le gouvernement de cette nation, pour bouleverser l'Europe à son profit, est arrivé, lui aussi, en Angleterre. Il y vient sans doute mûrir ses plans et s'assurer des moyens d'y obtenir des sympathies, de l'argent et des armes. La fidèle alliée de l'Empereur lui joue, en vérité, des tours plus que lestes, si toutefois l'Empereur n'est pas ici, encore une fois, de connivence avec Garibaldi pour achever l'usurpation complète de l'Italie, au profit de son protégé Victor Emmanuel.

Ce royal protégé avait imaginé, il y a quelque temps, pour en imposer aux populations honnêtes et religieuses, de dire publiquement devant une députation du clergé de Milan, qu'il était tout-à-fait en bons termes avec le Saint Père. Heureusement Pie IX, aussitôt qu'il a pu prendre connaissance d'une pareille audace, a fait démentir officiellement le galant homme couronné. Ceci veut dire que si les agents du mal, en Italie, sont ardents à imaginer toutes sortes de moyens pour parvenir à leurs fins subversives, Pie IX a l'œil toujours ouvert sur leurs trames, et autant qu'il lui

est donné d'agir, il ne manque pas de signaler au monde catholique ces trames et ces fins perverses.

Une loi plus injuste et plus pernicieuse encore que toutes celles déjà élaborées contre les droits de l'Eglise par le parlement italien, vient d'être présentée. Il s'agit de séculariser tout de bon le temporel de l'Eglise, des couvents et des institutions catholiques de tout ordre. L'Etat se charge de pourvoir, par le moyen de rentes, aux frais d'administration financière de ces institutions et du culte. Rien là de nouveau dans notre ère révolutionnaire ; pas même les maux qu'attireront sur les spoliateurs cette iniquité déjà connue. L'histoire ne peut rien apprendre à ces aveugles, destinés, il semble, à rouler violemment dans le cercle vicieux de l'erreur et du vertige, qu'ils y perdent l'intelligence et tout sentiment de justice et d'honneur. Aller en avant, est leur marotte. Où aboutiront-ils ? n'importe.

Le reste de l'Europe est plus qu'un peu dans cette situation. Les Allemands et les Danois se disputent toujours à main armée les duchés, pendant que la diplomatie continue, mais en vain, à vouloir terminer la question par voie de conciliation. Il peut se faire vraiment, comme plusieurs bons esprits le pensent, que ce conflit du Danemark avec l'Autriche et la Prusse, soit la première cause entre tant d'autres, d'un embrasement général en Europe, vu le haut intérêt que prennent les grandes puissances à ne point permettre qu'on affaiblisse en rien l'équilibre européen. Elles ont beau faire, tant qu'elles permettront à la révolution et au droit nouveau de régner à la place de la justice et du vrai droit, l'équilibre européen, qu'on se donne tant de peine à conserver, sera toujours exposé, d'un côté ou de l'autre, aux dangers et aux crises du système de bascule dans lequel on le tient depuis cinquante ans. Ni les alliances, saintes ou non, ni les armements formidables, ni la diplomatie la plus habile, ne sortiront l'Europe des périls dont elle est menacée par la révolution toujours envahissante. On peut encore peut-être lui prolonger l'existence inquiète et fiévreuse dont elle jouit aujourd'hui ; mais lui assurer l'avenir sur des fondements viciés et pourris tels que sont ceux sur lesquels elle repose depuis l'invasion des idées révolutionnaires, c'est vouloir s'abuser jusqu'à la fin, et n'y rien entendre aux conditions essentielles des sociétés chrétiennes.

En France, on y fait quelques nouvelles élections législatives dans lesquelles le parti républicain surtout manifeste toujours de fortes velléités de revenir à flot. C'est à Paris surtout que ces tendances éclatent. Le Gouvernement n'entend point badinage à ces mouvements, et il les comprime si bien que peu de ces tentatives réussissent. Sera-t-il toujours le plus fort, et restera-t-il à la fin seul maître du champ de bataille ? Impossible de l'affirmer : car l'esprit et la forme du gouvernement napoléonien prêtent beaucoup à ces essais de luttes républicaines et autres.

On a fait récemment, à Paris, la découverte d'un singulier mystère. On aurait volé, ni plus ni moins, dans les caveaux de l'église de Ste. Geneviève, ci-devant le Panthéon, les restes, ou les reliques de Voltaire et de Rousseau. Grand scandale et grand malheur